

Science et technologie

cabinet et maintenant doyen de la faculté des sciences appliquées de l'Université Queen. Voici les propos que prête l'article à M. Uffen:

Le premier ministre et ses conseillers considèrent les sciences et la technologie comme des instruments de manœuvre politique, tant sur le plan intérieur que dans les affaires internationales.

M. Uffen poursuit en disant:

Entre-temps, les employés du gouvernement de la catégorie professionnelle—conseillers officiels et fonctionnaires—étaient coincés. Ils étaient supposés demeurer dans l'ombre et ne pas usurper les responsabilités de leurs ministres, et, ayant pour la plupart reçu une formation traditionnelle et été très bien formés dans leurs disciplines propres, ils étaient contents d'agir ainsi. Mais ils découvrirent qu'ils travaillaient pour un gouvernement qui n'avait pas les mêmes traditions.

Aussi les professionnels des sciences et de la technologie étaient-ils ignorés tandis que l'on écoutait les hommes politiques et les dilettantes. «Nous avons été mis sur une voie de garage», me confiait un de ces professionnels. «Nous avons servi de façade afin que l'on puisse dire du gouvernement qu'il avait à son service toutes les compétences voulues. Mais les décisions véritables se prennent ailleurs.»

C'est exactement ce qui s'est passé. Le gouvernement a compris que le public attendait une initiative dans le domaine scientifique et technique. Il a donc créé le département d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Mais c'était une façade. Le gouvernement s'est assuré que le ministre n'était pas un homme énergique. Il s'est assuré que le cabinet ne transformerait pas l'objectif que le gouvernement voyait à la science et à la technique, outils dont il pourrait se servir à des fins politiques. Une telle attitude révèle le style politique du gouvernement actuel. Il fait du bluff, du camouflage, des intrigues, mais rien qui rapporte à longue échéance. Il ne fait rien dont les avantages ne soient immédiats et qui n'assure des gains politiques tout de suite.

Le gouvernement a tôt fait d'expédier tout objectif à longue échéance. Une politique scientifique, à l'instar d'une stratégie industrielle, suppose un engagement à long terme à faire ce qui est bien et non ce qui est populaire. Le premier ministre (M. Trudeau) et le gouvernement ont admirablement fait la preuve qu'à leur avis, le pays ne devrait pas s'orienter dans cette direction. S'il n'y a pas d'avantage politique immédiat, ils ne sont pas intéressés. Ils ne veulent pas se faire prendre au piège d'une politique scientifique ou d'une stratégie industrielle qui pourraient, à long terme, limiter leurs possibilités de se conformer au désir populaire. De telles options pourraient limiter leur souplesse, les contraindre à prendre des décisions pas très populaires dans l'immédiat mais profitables à long terme pour le Canada et donc nécessaires.

Le discours du trône de 1974, en annonçant que le ministre d'État chargé des sciences et de la technologie aurait plus de pouvoirs manquait de franchise. Il était foncièrement malhonnête envers le peuple. Somme toute, qu'avons-nous obtenu après les élections? Un ministre à temps partiel. Oui, voilà ce que nous avons obtenu. Peu de temps après sa nomination, j'ai demandé au premier ministre suppléant d'alors, le premier ministre ne se trouvant pas à la Chambre, quand ce département serait dirigé par un ministre à plein temps, étant donné que l'importance des sciences et de la technologie l'exige. Le premier ministre suppléant a répondu que personne n'était plus compétent que l'actuel ministre à temps partiel chargé des sciences et de la technologie pour diriger ce ministère.

Jusqu'à quel point le ministre possède-t-il la compétence et les connaissances voulues? Le 25 avril dernier, le député de South Shore (M. Crouse) a posé la question suivante au ministre, comme en fait foi la page 5207 du *hansard*:

Monsieur l'Orateur, le déficit commercial net du Canada s'est élevé l'an dernier à près de 7 milliards de dollars dans le domaine de la

[M. Andre.]

technologie de pointe, c'est-à-dire trois fois notre déficit d'il y a quatre ans. Or tout semble indiquer que cette situation ne fera que s'aggraver cette année. J'aimerais donc demander au ministre de la Science et de la Technologie quelles mesures le gouvernement envisage de prendre pour intensifier les recherches et le développement dans ce domaine et créer les métiers passionnants dont ont besoin les Canadiens?

Le ministre d'État chargé des sciences et de la technologie a répondu:

Monsieur l'Orateur, comme en attestent les prévisions budgétaires, nous avons multiplié les divers stimulants destinés à développer les activités et le potentiel du Canada dans le domaine de la technologie de pointe. En outre, une série d'études est en cours dans ce secteur, en particulier le programme de recherches dans le domaine des satellites lancé par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et peut-être aussi le ministre des Communications.

● (1530)

Quels sont les faits? Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie a déclaré qu'en 1974-1975, \$124,653,000 ont été consacrés aux subventions de recherche et de développement. Ce chiffre est retombé à \$121,930,000 pour 1975-1976 ce qui représente une diminution de \$2.5 millions. On ne peut donc pas parler d'augmentation substantielle, c'est exactement le contraire.

Le ministre a-t-il délibérément induit la Chambre en erreur ou était-ce par ignorance? Quelque soit la réponse, cela n'a rien de flatteur pour lui. Qu'il ait délibérément trompé la Chambre ou fait preuve d'ignorance, les deux sont tout aussi graves. Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie devrait connaître son rayon. Si le gouvernement est sincère, et nous avons de bonnes raisons d'en douter devant ses efforts pour nous doter d'une politique scientifique, il nous faut un ministre à plein temps pour cet important portefeuille.

Des voix: Bravo!

M. Andre: Il faut investir ce ministre et son ministère des pouvoirs promis dans le discours du trône de 1974. Nous ne pourrions plus tolérer que le gouvernement annonce une politique et fasse exactement le contraire, comme cela s'est passé dans le domaine des sciences et de la technologie.

Il nous faut adopter une politique scientifique résolue et réalisable, ce qui n'est possible qu'avec un ministre doté des pouvoirs nécessaires. Il faut le faire sans trop attendre. Sinon, supprimons dès maintenant le ministère d'État aux Sciences et à la Technologie. Les crédits de ce ministère s'élèvent à près de 4 millions de dollars, et cet argent sera gaspillé si le gouvernement ne veut pas donner au ministère le pouvoir de réaliser ce qu'on attend de lui.

Mettons fin à cette charade. Cessons de tromper les Canadiens. Supprimons le ministère d'État aux Sciences et à la Technologie. Nous verrons bien ensuite ce qui arrivera.

Je vois que Votre Honneur va se lever. La demi-heure qui m'est accordée est presque écoulée. Je ne veux pas abuser de la Chambre et poursuivre plus longtemps. Toutefois, je tiens à affirmer en toute sincérité que le moment est venu de faire quelque chose à ce sujet, de donner à ce ministère un ministre doté de tous les pouvoirs, ou bien de mettre fin à cette charade et de le supprimer.

Nous avons pleinement conscience que les sommes engagées pour les sciences et la technologie le sont à long terme, et je veux que le compte rendu le mentionne. Il n'y a aucun avantage politique immédiat à en tirer. Un coup d'œil à la tribune des courriéristes parlementaires nous montre que le public ne s'y intéresse guère. Ce n'est pas un problème qui fait les manchettes des journaux. C'est peut-